

Il y a 150 ans la fin du conflit franco-prussien de 1870-1871 : une guerre oubliée

Contexte

Le conflit franco-prussien oppose le Second Empire français dirigé par l'Empereur NAPOLEON III¹, adepte du principe des nationalités, et la Prusse dirigée par Otto Von BISMARCK ministre-président, à la recherche de l'unité allemande « par le fer et par le sang », en fondant l'Empire allemand.

Après la victoire de la Prusse contre l'Autriche, la confédération allemande et la France sont les 2 premières puissances continentales. En 1870, la succession du trône d'Espagne est l'occasion de se départager dans la course à l'hégémonie européenne.

La guerre est déclarée le 14 juillet 1870. Les armées françaises sont mal préparées, inférieures en nombre et l'artillerie est de faible portée. Après de multiples défaites en Lorraine et à Metz, dès le 2 septembre la France capitule à Sedan et l'empereur, malade, se rend de lui-même au roi de Prusse, GUILLAUME I^{er}. La chute de Sedan ouvre la voie aux prussiens vers Paris. Le 4 septembre la guerre n'est pas finie quand la III^e République² est proclamée.

Le gouvernement de fait, et non de droit, de la Défense Nationale voit Léon GAMBETTA, premier ministre, et Charles de FREYCINET, ministre de la guerre, organiser de nouvelles armées tandis que les parisiens tentent d'éviter la prise de la capitale. C'est le dur siège de Paris entre septembre 1870 et janvier 1871.

Les défaites à l'Est et au Nord du pays vont mener à la capitulation et à l'armistice le 28 janvier 1871. Le traité de Francfort est signé le 10 mai. Au final, la France doit payer 5 milliards de francs-or à la Prusse comme indemnité de guerre, le territoire est occupé tant qu'elle n'aura pas réglé sa « dette », et elle perd l'Alsace (sauf Belfort) et une partie de la Lorraine. Cette perte constituera une blessure dramatique pour la population.

La guerre laisse des séquelles profondes et durables aux français : humiliation de la défaite, déchirure des provinces perdues et peur des uhlans, les éclaireurs prussiens.



L'empereur Napoléon III. Anonyme. Copie d'après le portrait officiel de l'empereur par Winterhalter exposé au salon de 1855. Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Brieuc. Inv. RF 3847

1 Louis Napoléon Bonaparte (1808-1873), accède démocratiquement au pouvoir et est élu président de la République le 10 décembre 1848. Ne pouvant briguer un 2^e mandat il devient empereur par le coup d'état du 2 décembre 1851.

2 Régime politique auquel nous sommes toujours soumis aujourd'hui

La France est avide de revanche et entretiendra des rapports difficiles avec l'Allemagne aux graves conséquences politiques et géopolitiques. La défaite sera le terreau des deux conflits mondiaux de la première moitié du 20^e siècle : la guerre 1914-1918, puis celle de 1939-1945.



L'Heure des Fauves par Louis Marie Baader. Vers 1914 - Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Brieuc. Inv. 84

Entre-temps, la Commune de Paris s'installe. Du 18 mars au 28 mai 1871, la capitale française connaît une des plus importantes révoltes de son histoire. Après des mois de résistance contre les prussiens, les parisiens s'élèvent contre la capitulation honteuse de janvier 1871 et contre l'Assemblée législative et monarchiste du 8 février installée à Bordeaux. La garde nationale³ est à l'origine de l'agitation révolutionnaire. La guerre est finie mais les gardes ne sont pas désarmés et les hommes sont conscients de leur force. La révolte éclate quand l'Assemblée de Bordeaux veut supprimer leur solde et que Adolphe THIERS, chef du pouvoir exécutif, donne ordre le 18 mars de reprendre de force des canons financés par les parisiens. Cependant les régiments envoyés sur place fraternisent avec le peuple. En avril, THIERS rejoint le gouvernement installé à Versailles depuis un mois. La garde nationale se trouve à la tête de Paris une nouvelle fois assiégée mais cette fois-ci par des français.

Le drapeau rouge est déployé. Des chefs apparaissent : Jules BERGERET, ancien militaire devenu employé d'imprimerie ; Eugène VARLIN, ouvrier relieur ; Paul Antoine BRUNEL, ancien militaire de l'armée impériale ; Jean ALLEMANE, ouvrier typographe ; Louise MICHEL, institutrice républicaine. Le comité central de la garde nationale fixe des élections et fait naître le nouveau pouvoir législatif et exécutif de Paris. Cette assemblée est appelée « Commune ». Un homme est à la tête de chaque arrondissement de la capitale et est élu au suffrage universel masculin. Les « Communards » ou « Fédérés », partisans de cette nouvelle vision du pouvoir ont l'idée d'une république communale où seraient appliquées des élections sur l'ensemble du territoire français, créant ainsi un pays gouverné par une fédération de communes. Blanquistes, jacobins, orateurs des clubs rouges, anarchistes ou élus de l'Internationale, forment ainsi un groupe de 88 membres socialistes utopistes et internationalistes.

3 Armée territoriale héritée de la Révolution française et constituée de citoyens civils âgés de 17 à 35 ans, effectuant des services ponctuels obligatoires. Abandonnée un temps elle est réactivée dans tous les départements français pour la guerre de 1870.

Leur programme qui comprend dans les grandes lignes : laïcité, travail pour tous, abolition de la conscription et justice sociale, soulève la liesse populaire. La colonne Vendôme, monument considéré comme le symbole napoléonien de la guerre entre les peuples, est mise à terre. Cet événement devient emblématique des insurrections de la Commune. Face à ce mouvement THIERS lève un corps de volontaires et bombarde Paris. La Commune quand à elle connaît des discordes internes et s'épuise.

Le 21 mai les versaillais commandés par MAC-MAHON entrent dans la capitale. C'est le début de la « semaine sanglante », bataille de rue autour de barricades qui voit l'exécution de l'archevêque de Paris Mgr Darboy et l'émergence des « pétroleuses »⁴. Le 31 mai les derniers insurgés sont fusillés au « mur des fédérés » au cimetière du Père Lachaise.

Au total, entre 6 000 et 20 000 morts, selon les historiens. Suivra une répression sévère, entre arrestations (40 000 environ), des exécutions, et plus de 5 000 déportations dans les bagnes de Nouvelle-Calédonie. Il faudra attendre 1880 pour leur amnistie. Ce mouvement ouvrier et populaire en sortira durablement affaibli mais engendrera un mythe et deviendra une référence, notamment pour la politique des soviets lors de la révolution russe de 1917, mais aussi à l'époque contemporaine lors de différents mouvements politiques et sociaux.

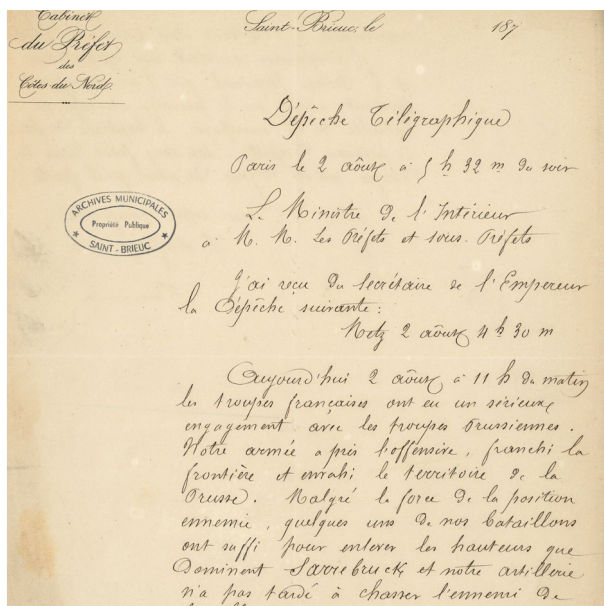


Le Château du Taureau ou fut incarcéré Auguste Blanqui en 1871. Photo George de Kerever. Vers 1910. - Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Brieuc

⁴ Groupe de femmes de condition modeste, dites « de mauvaises vie », accusées d'avoir mis le feu à plusieurs endroits de Paris.

En Bretagne

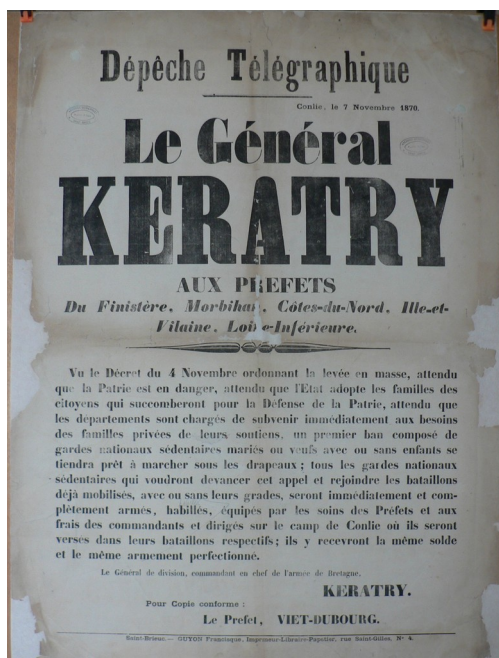
En juillet 1870, seuls deux députés bretons s'opposent à la guerre contre la Prusse. Mais des Bretons tiendront un rôle de premier plan dans les événements. Le général Le FLO de Lesneven au ministère de la Guerre, le lorientais Jules SIMON (Instruction publique), Emile De KÉRATRY (préfet de police de Paris), et GLAIS-BIZOIN font partie du gouvernement provisoire présidé par le général TROCHU de Belle-Ile-en-Mer. Des mobiles et des marins bretons participent à la défense de Paris.



AMSB - Extrait de 4H1.5



AMSB - 2 Fi 718



AMSB - 2 Fi 2116

Le 22 octobre 1870, GAMBETTA ordonne la levée d'une « Armée de Bretagne » pour renforcer les armées de la Loire et du Sud. KERATRY, chargé de l'opération, installe ses troupes sur le plateau de Conlie, près du Mans. 60 000 hommes resteront parqués dans la boue, dépourvus de tout le nécessaire, jusqu'à la dislocation de cette armée en janvier 1871 sur ordre du gouvernement et de GAMBETTA qui craignait d'avoir affaire à une armée de chouans. Finalement les contingents bretons mal armés sont envoyés au massacre sur le plateau d'Auvours et dans la bataille du Mans. Les survivants reviendront en Bretagne. La vue des rescapés de Conlie nourrira le ressentiment contre la France et la République.⁵

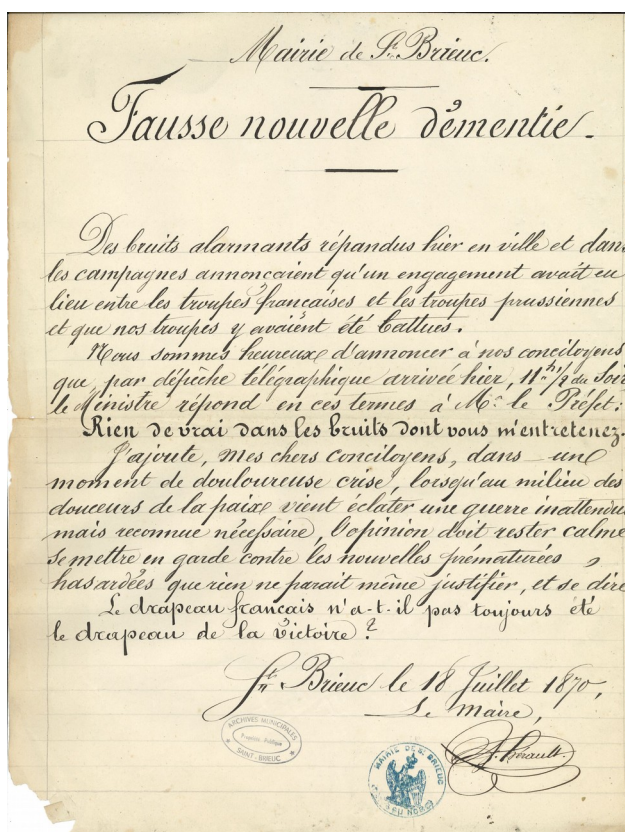
5 cf. « La Pastorale de Conlie » de Tristan Corbière

La Commune eut peu de répercussions en Bretagne malgré une tentative des ouvriers de l'Arsenal de Brest de s'emparer de l'Hôtel de Ville en octobre 1870. La presse, peu favorable au mouvement parisien entretenait la peur des révolutionnaires. Brest et Lorient servirent de ports de déportation pour les survivants de la répression versaillaise à laquelle ne participèrent pas de mobiles bretons. Deux Bretons vont toutefois s'illustrer lors de la commune : le Dinannais Charles BESLAY, délégué auprès de la Banque de France, et le Briochin Louis ROSSEL, colonel de l'armée française. Il refusa la capitulation devant les Prussiens et fut condamné à mort par le conseil de guerre. Il fut fusillé le 28 novembre 1871 (cf. infra).

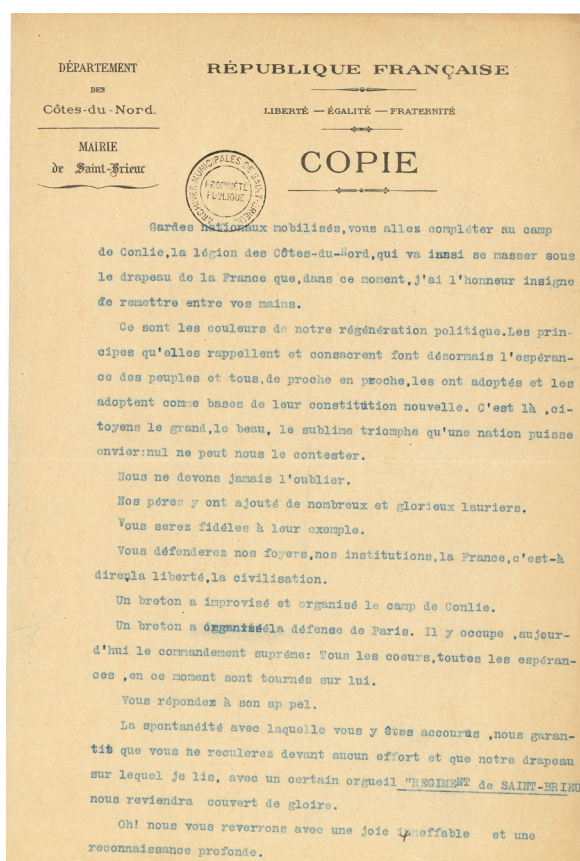
A Saint-Brieuc

A la veille de la guerre, la ville compte 14000 habitants. La cité est dirigée par le maire Gabriel HERAULT depuis 1864 (fin de mandat en 1872). Il doit faire face au nombreux décès à cette époque dont le nombre est supérieur à celui des naissances en raison des crises de subsistances entraînant disettes et épidémies successives, dont le choléra et la variole. Les pertes dues à la guerre viendront s'y ajouter. Dans les années 1850 on compte plus de 3 000 pauvres dans la ville qui est marquée par la ruralité. Saint-Brieuc n'est pas encore touchée par la révolution industrielle dans cette toute deuxième moitié du 19^e siècle. Les importants travaux d'urbanisme, à l'hôtel de ville, au port du Légué, mais aussi la réalisation du drainage, du pavage des rues et de l'éclairage public commencent véritablement dans les années 1860. Le voyage à travers la Bretagne de l'Empereur Napoléon III et de son épouse Eugénie en août 1858 y est sans doute pour quelque chose puisque suivra l'arrivée de la ligne de chemin de fer à St. Brieuc en 1863 qui lancera véritablement le développement industriel de la ville.

Durant la guerre de 1870, l'opinion est globalement acquise à la toute nouvelle République. Alexandre GLAIS-BIZOIN, député des Côtes-du-Nord, est au pouvoir dans le gouvernement de la Défense Nationale. Cependant la bourgeoisie briochine prend peur devant les révoltes de la Commune de Paris, relatées quotidiennement de manière caricaturale par les journaux locaux. Aussi GLAIS-BIZOIN sera-t-il battu face à un raz-de-marée conservateur et royaliste aux élections législatives de février 1871.



AMSB - 4H1.5



AMSB - 3H22

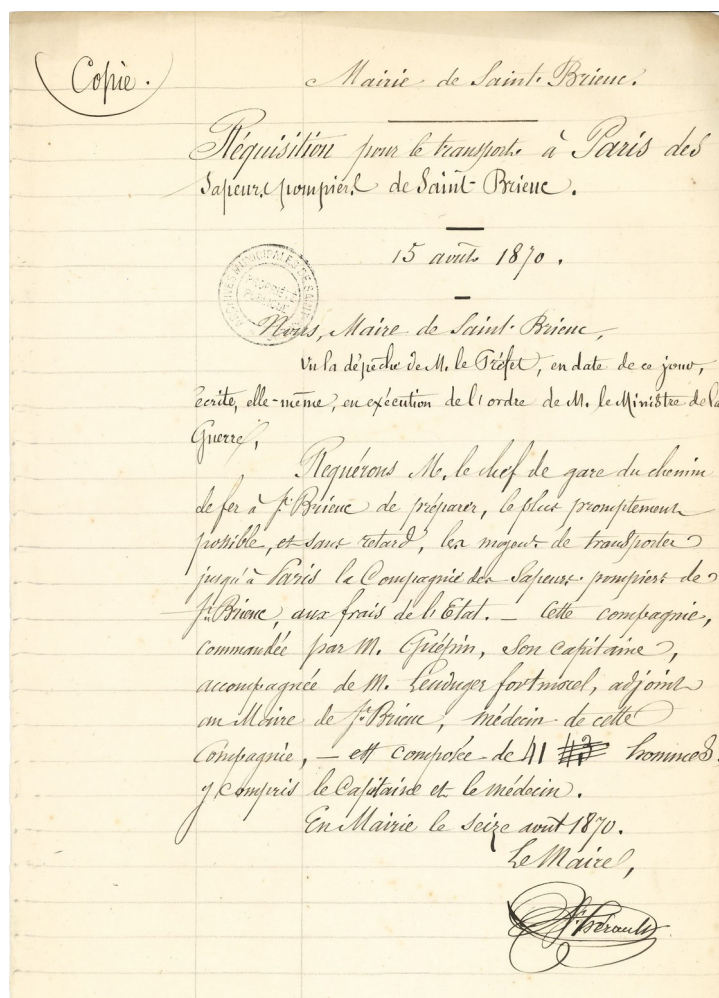
La guerre fait de nombreuses victimes dans la cité : les trois frères MERLIN sont tués au combat ainsi que des mobiles briochins partis au secours de Paris assiégée par les prussiens.

Le colonel Louis-Nathaniel ROSSEL, seul officier de l'armée française à avoir rejoint la Commune de Paris et à avoir pris part à la défense des insurgés, est fusillé à Versailles au camp de Satory le 21 novembre 1871.



Exécution de Louis Nathaniel Rossel - Bibliothèques de Saint-Brieuc

Au quotidien il s'agit pour les élus locaux de gérer au mieux les réquisitions de chevaux et autres denrées nécessaires, la levée de souscriptions en faveur de l'armée, les pénuries pour la population, l'aide aux veuves et aux familles des soldats, le secours aux militaires blessés et le rapatriement des corps, l'envoi de contingents de gardes mobiles, de sapeurs-pompiers. 39 d'entre-eux, en majorité des ouvriers menuisiers, plombiers, couvreurs, ébénistes, fondeurs, cordonniers ... seront appelés pour défendre Paris . La Ville apporte une quote-part dans la dépense d'habillement, d'équipement et de la solde des gardes nationaux mobilisés⁶. L'hébergement en ville des militaires en partance est un souci important. Entre octobre et novembre 1870, de nombreux pourparlers ont lieu entre la Ville et l'administration des chemins de fer de l'Ouest au sujet de la mise en place d'un campement de wagons tout le long du boulevard Charner. Les autorités militaires prévoient l'accueil de 2 à 3000 hommes, alors que la variole sévit en ville. Peu avant la signature du traité de Francfort, un service solennel est proposé le 4 mai 1871 à la cathédrale pour les militaires du département qui ont succombé pendant la guerre. 21 coups de canons seront tirés pendant la cérémonie⁷.



AMSB - 3H22

⁶ Séances du conseil municipal des 16 - 18 août et 16 novembre 1870. (registre 1D28)

⁷ Correspondance du Maire (2D45)

Les édifices

. **Le monument aux morts de la guerre 1870-1871**, aujourd'hui au cimetière de l'Ouest. Autrefois sur le Champ de Mars, en face de la rue Alsace-Lorraine, il est déplacé au moment de la démolition de la caserne des Ursulines en 1969. Œuvre de Pierre Ogé, sculpteur et fondu par A. Durenne il ne sera érigé, faute de crédits, que 21 ans après la fin de la guerre, le 10 juillet 1892 et malgré une première proposition en conseil municipal en 1883⁸. On recense 65 noms sur le monument, gravés sur un monolithe devant lequel la statue représente un soldat d'infanterie du second empire, tête haute, main droite sur le cœur, portant fièrement un drapeau entourant en partie son buste, et foulant aux pieds des pièces d'artillerie. En exergue, l'inscription : « *Pro Patria Ceciderunt* » (« Ils sont tombés pour la patrie »). Deux premiers emplacements avaient été évoqués pour sa mise en place : l'entrée du cimetière [Saint-Michel] et la rotonde de la Promenade. Finalement, l'obélisque qui pèse près de 25 tonnes sera installé sur le Champ de Mars. C'est l'entreprise GAUDU qui assurera la manutention laquelle « a nécessité la confection d'un matériel tout spécial et l'emploi d'ouvriers très habitués à ce genre de travaux »⁹.



Monument érigé à la mémoire des enfants de Saint-Brieuc morts en 1870. Place du Champ de Mars. AMSB (n.c.) (n.d.)



Démontage du monument aux morts de 1870. 1969. AMSB - 6 Fi 5525

⁸ Registre 1D30

⁹ Registre 1D33



Monument aux morts de 1870. Place du Champ de Mars. 1969. AMSB - 6 Fi5521



Monument aux morts de 1870. Place du Champ de Mars. 1969. AMSB - 6 Fi 5519

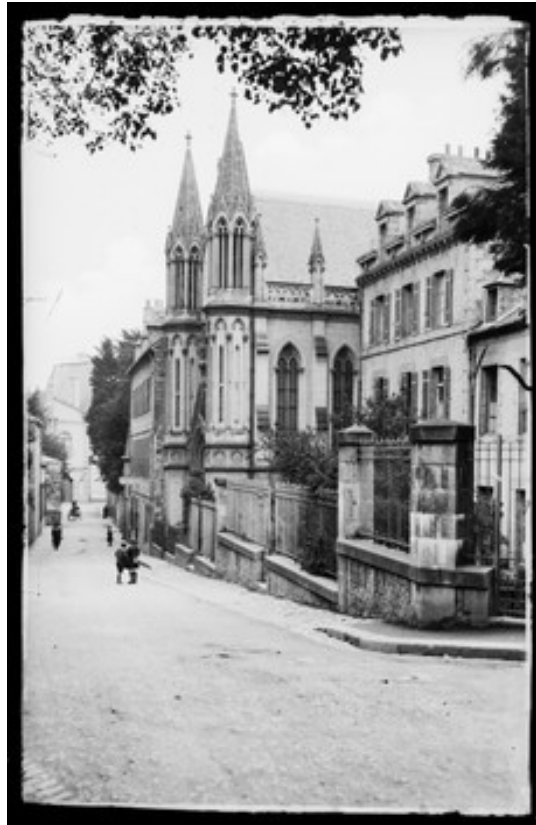


Monument aux morts de 1870. Cimetière de l'Ouest. AMSB - 2021



Soldat de 1870 en tenue de campagne. military-photos.com

La chapelle Saint-Augustin : aujourd'hui disparue elle jouxtait autrefois l'école des Frères des Ecoles Chrétiennes, rue Vicairie¹⁰. L'édifice est érigé en 1871 à la demande de Mme Latimier Du CLÉSIEUX en souvenir de son fils Augustin, capitaine mort à la guerre de 1870 et dont le nom apparaît sur le monument aux morts de ce conflit. Les frères de l'école avaient un accès direct à la chapelle depuis leur établissement et pouvaient assister à la messe sans sortir. La chapelle fut détruite 100 ans après la fin de la guerre, en 1971, pour réaliser le parking Poulain-Corbion.



Chapelle Saint-Augustin. Photo Raphaël Binet.
Collec.Musée de Bretagne. Inv. 982.0008.2285



Monument aux morts de 1870. Cimetière de l'Ouest. "Latimier Du Clésieux Augustin". AMSB - 2021

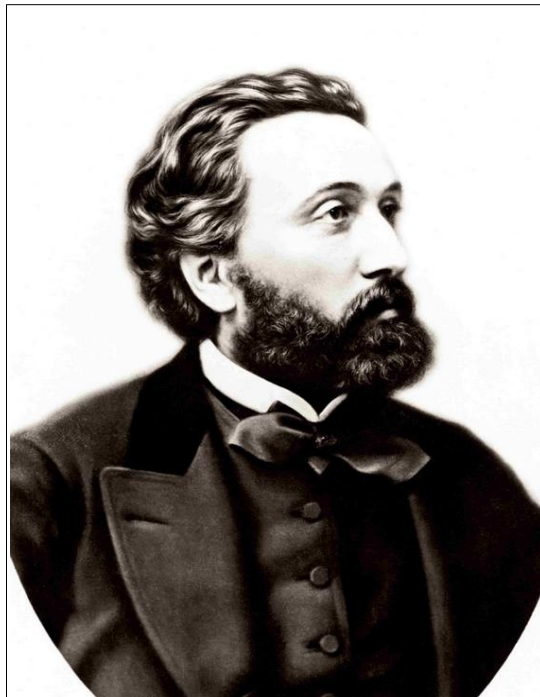
¹⁰ Emplacement actuel d'un bâtiment des services municipaux

Les noms des rues

. **Rue Alsace-Lorraine** : dénommée par délibération du Conseil municipal du 27 février 1920. Ancienne rue des Jardins (délibération du Conseil municipal du 1^{er} mars 1836). L'Alsace-Lorraine après avoir été annexée par l'Empire germanique en 1870 est rendue à la France au lendemain de la guerre 1914-1918.

. **Boulevard de la Commune** : dénommé par délibération du Conseil municipal du 29 juin 1971, à l'occasion du centenaire de la Commune de Paris, il constitue une partie de l'ancien boulevard de l'Est nommé boulevard Thiers par délibération du Conseil municipal du 15 février 1889 (registre 1D 32)

. **Boulevard Gambetta** : dénommé par délibération du Conseil municipal du 15 février 1889. Léon Gambetta (Cahors, 1838 - Paris, 1882), homme politique français, il siégea au Corps législatif avec la minorité républicaine qui prit position contre la guerre de 1870. Après la défaite de Sedan (2 septembre) il participa à la journée révolutionnaire de 4 septembre 1870 au cours de laquelle furent proclamée la déchéance de l'empereur et la III^e République. Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de la Défense Nationale, il quitta Paris en ballon dirigeable le 7 octobre afin d'organiser à Tours, où il prit également le portefeuille de la Guerre, la résistance aux prussiens. Hostile à la capitulation en janvier 1871, et partisan de la guerre à outrance, il donna sa démission. Devenu député du Bas-Rhin lors des élections législatives de février 1871 il refusa de signer le traité de paix et, après l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne, quitta la Chambre avec quelques députés dont Victor Hugo.



Léon Gambetta. Collec. Assemblée Nationale

. **Place Glais-Bizoin** : place de l'ancien Marché au Blé où aboutissent les rues Saint-Benoît, Saint-Guillaume, Jouallan, Charbonnerie et Saint-Vincent de Paul. Dénommée par délibération du Conseil municipal du 7 décembre 1889 (registre AMSB - 1D 32) Alexandre GLAIS-BIZOIN (Quintin, 1800 - Cesson en Saint-Brieuc, 1877). Il fut député et l'un des cinq membres du gouvernement de la Défense nationale en 1870. Ayant acheté la propriété de la tour de Cesson le 20 octobre 1852, il y fit construire une propriété dans laquelle il mourut le 6 novembre 1877. Il est inhumé au cimetière de Cesson.

La journée du 4 septembre 1870 porta GLAIS-BIZOIN au pouvoir. Membre du gouvernement de la Défense nationale, il fut délégué le 16, avec CRÉMIEUX et l'amiral FOURICHON, pour aller constituer à Tours la délégation du gouvernement auprès des départements non envahis. Il n'eut qu'un rôle de second plan dans la conduite des opérations de la défense et dans l'exercice du gouvernement, d'autant plus avec l'arrivée de GAMBETTA investit des pouvoirs extraordinaires.

Il appelle les électeurs au scrutin pour la nomination d'une Assemblée constituante en adressant depuis Tours à ses concitoyens des Côtes-du-Nord une circulaire en date du 6 octobre 1870, dans laquelle il s'exprimait ainsi :

« Je voudrais bien aller en personne vous demander l'honneur de vous représenter à l'Assemblée constituante ; mais un devoir qui m'impose un des plus lourds fardeaux qui puisse être départi aux forces et au courage d'un homme politique m'enchaîne à Tours. Ce devoir, c'est de garantir notre pays de toutes discordes civiles à l'origine de nos nouvelles institutions républicaines, si spontanément et si unanimement acclamées comme les seules possibles pour maintenir l'union de tous les Français devant un ennemi acharné à notre ruine.

Cette union, au milieu de nos désastres, est à la fois un grand bienfait de la Providence et le gage certain que la patrie sera bientôt délivrée ! Elle le sera, soyez-en sûrs, c'est la tâche à laquelle s'est voué sans relâche le gouvernement de la Défense nationale.

Oui, notre chère et malheureuse patrie, si malheureuse par les fautes d'un homme qui l'a sacrifiée à son ambition, sera délivrée avant peu. Votre impatience, que je comprends, voudrait qu'elle le fût déjà ; mais le gouvernement tient à ne porter que des coups assurés. De grandes et solides armées ne s'improvisent pas. Cependant, grâce à nos efforts, j'ose affirmer que, dans quelques semaines, deux armées de deux cent mille hommes, et probablement de trois cent mille, nos réserves non comprises, se composant des gardes nationales sédentaires mobilisées, et accrues de l'effectif des dix classes de 25 à 35 ans, c'est-à-dire de plus de deux cent mille hommes, ces armées, dis-je, seront debout et en état de marcher à la délivrance de Paris, ou, pour mieux dire, de la France elle-même. Voilà, mes chers concitoyens, ce qui me retient à Tours...

AL. GLAIS-BIZOIN,

Membre du gouvernement de la Défense nationale. »

Venu à Paris en curieux au moment de l'insurrection du 18 mars, il fut arrêté le 13 mai, par ordre de la Commune, mais relâché le lendemain sous la condition de ne pas quitter la capitale et de faire « de temps à autre acte de présence à l'Hôtel de Ville ».

Il aurait assisté le 18 mai à la chute de la colonne Vendôme. Il s'échappa lors de l'entrée des troupes de Versailles, où il se rendit. Il y subit une très brève incarcération. Il rentra définitivement dans la vie privée après une dernière et vaine tentative comme candidat à Paris aux élections complémentaires du 2 juillet 1871.



Portrait d'Alexandre Glais Bizioin - Bibliothèques de Saint-Brieuc

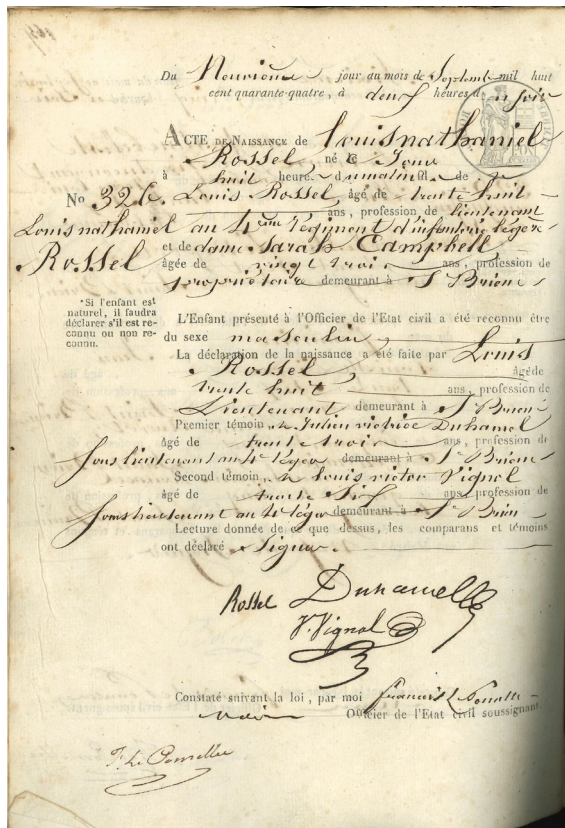
. **Rue des Trois Frères Merlin** : dénommée par délibérations du Conseil municipal le 7 décembre 1889 (registre AMSB – 1D32). Ancienne allée Menault puis rue Traversière. François MERLIN, lieutenant au 2^e zouaves, meurt au début de la guerre, le 6 août 1870 dans la sanglante journée de Reischoffen. Ses 2 frères au 1^{er} de ligne : Louis, capitaine et Charles sergent-major. Charles, blessé à Rezonville, meurt lors du désastre de Sedan dans la nuit du 3 au 4 septembre. Louis, blessé à Servigny le 31 août, mourut lors du blocus de Metz le 6 septembre.

. **Rue Louise Michel** : dénommée par délibération du Conseil municipal du 27 mars 1973. Clémence Louise, dite Louise Michel (Vroncourt-la-Côte, Haute-Marne, 1830 ou 1833 – Marseille, 1905). Institutrice à Paris (1856), elle milita dans l'opposition républicaine, adhéra à la 1^{ère} internationale et participa activement à la Commune de Paris. Condamnée, elle fut déportée à Nouméa (1873) où elle se lia avec la population canaque et les Kabyles également déportés après leur insurrection. Amnistiée en 1880, « la bonne Louise » ne cessa de lutter pour la libération des « damnés de la terre ». Elle a laissé une œuvre littéraire importante (discours, poèmes, romans et sur la Commune, histoire et souvenirs).

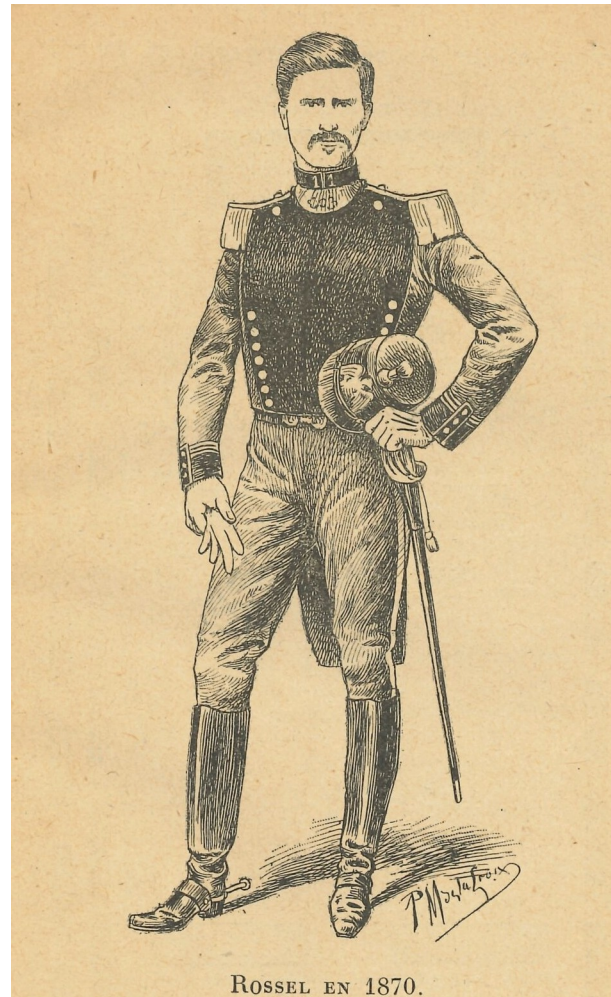


Louise Michel, « chef des incendiaires ». Portrait pris à la prison des Chantiers de Versailles. Collec. Musée Carnavalet. Paris

. Rue Louis-Nathaniel Rossel : dénommée par délibération du Conseil municipal du 19 juin 1967. Ancienne Rue Nouvelle. L.N. Rossel (Saint-Brieuc, 1844 ; camp de Satory Versailles, 1871). Polytechnicien, capitaine de génie, chef de légion de la garde nationale pour la Commune de Paris (mars-avril 1871) puis délégué provisoire à la guerre (30 avril). Il donna sa démission. Arrêté par les versaillais (7 juin) il fut condamné à mort et fusillé au camp de Satory à Versailles.



Louis Nathaniel Rossel. Acte de naissance. 1844.
AMSB - E163



Portrait en pied de Louis Nathaniel Rossel - Bibliothèques de Saint-Brieuc

. **Impasse Thiers** : dénommée par délibération du Conseil municipal du 21 février 1930. Louis Adolphe Thiers (Marseille, 1797 – Saint-Germain-en Laye, 1877). Homme d'état, historien, journaliste, avocat, il collabora au journal « *Le Constitutionnel* » et publia de 1823 à 1827 son « *Histoire de la Révolution* ».

En 1870 il se montre hostile à la guerre contre la Prusse, il milite pour la paix.

Du 17 février au 31 août 1871, l'Assemblée nationale, réunie à Bordeaux, le nomme « chef du pouvoir exécutif ». Il conclut la paix avec la Prusse au prix de la perte de l'Alsace-Lorraine et réprime sévèrement la révolte de la Commune de mai 1871.

Le chef du pouvoir exécutif prend le titre de Président de la République.

Après les troubles des années 1870-1871, il s'emploie à redresser le pays : il met fin à l'occupation allemande en finançant le paiement de l'indemnité par deux emprunts, augmente les impôts et réorganise le service militaire.

En mai 1873 il quitte le pouvoir, renversé par une Assemblée à majorité monarchique, hostile à sa conception de la République conservatrice.



Adolphe Thiers. AMSB - 6Fi292

Sources

Archives Municipales de Saint-Brieuc

. Délibérations du conseil municipal

1 D 26-28 ; 1 D 30-34

. Correspondance du Maire

2 D 45 ; 62-63

. Affaires militaires

Garde nationale

3H 19.1

Compagnie des sapeurs-pompiers

3H22.1 – 3H22.4

Mesures d'exception – Faits de guerre

Guerre franco-allemande

4H1.5

. Affiches

2Fi717 ; 718 ; 720

2Fi807

2Fi1586

2Fi1888

2Fi1896

2Fi2116

2Fi3138

. Photo argentique en noir et blanc

6 Fi 292

. Négatif couleurs

12 Fi 28

. Périodique

Per 76 – Breton (Le)

. Ouvrages

Sous la direction de Claude Nières, **Histoire de Saint-Brieuc et du pays briochin**, Privat, 1991.

Yannick Pelletier, **Une histoire de Bretagne**, Les universels Gisserot, Luçon, 1991.

. Sitographie

*La guerre franco-prussienne de 1870 : <https://www.napoleon.org/>

*La Commune, podcats France Culture : <https://www.franceculture.fr/>

*Table nominative des députés : <https://www2.assemblee-nationale.fr>

*Collection de presse de la Bibliothèque Nationale de France : <https://www.retronews.fr> et <http://presselocaleancienne.bnf.fr/accueil>. La Bnf propose également une synthèse sur le sujet : <https://www.bnf.fr/fr/commemorer-la-commune-de-paris>

*Collections du Musée d'art et d'histoire de Saint-Brieuc, Plateforme Ouverte du Patrimoine : <https://www.pop.culture.gouv.fr/>

Pour aller plus loin

. Article de Jean Martin, « *Les Côtes-du-Nord et la guerre de 1870* », Société d'Emulation des Côtes d'Armor, T. CXLVI, Ancenis, 2018.

Bibliothèque André-Malraux - Saint-Brieuc

Une riche sélection de documents empruntables sur le catalogue des Médiathèques de la Baie (docs, essais, BD, romans, DVD, jeunesse...) : <https://mediathequesdelabaie.fr/ca-vaut-le-coup/nos-selections-thematiques/1800-150-ans-commune-paris>

La Bibliothèque conserve également de nombreux documents anciens (imprimés, affiches) en lien avec la Commune, consultables après autorisation. Parmi ceux-ci, les éditions originales de textes de Louis-N. Rossel dont son [Abrégé de l'art de la guerre](#), un commentaire des guerres napoléoniennes, rédigé peu avant son exécution, ou ses [Papiers posthumes](#), publiés peu après par ses amis.

De nombreux témoignages de soldats bretons firent l'objet de relations rarement ou jamais rééditées, dans lesquelles la Commune est parfois évoquée (souvent sous un angle négatif). Parmi elles, citons l'ouvrage du journaliste briochin (méconnu) Judicis de Mirandol, [Mémoires d'un enfant de troupe](#), 1873.

La Commune et ses acteurs (Bakounine, Garibaldi...) fut évidemment un sujet d'intérêt majeur pour l'écrivain Louis Guilloux, dont les archives sont conservées par la Bibliothèque. Une partie (inédiée) des [Batailles perdues](#) (1960) était consacrée au sujet, titrée « [La Commune](#) ».

Archives municipales de Saint-Brieuc 2021
en collaboration avec la Bibliothèque André Malraux
et le Musée d'Art et d'Histoire.